

Introduction :

Mali, la crise de 2020

La crise au Mali est aussi une crise du Sahel. C'est une crise intrinsèquement liée à un processus plus large de dislocation qui a englouti la région du nord-ouest de l'Afrique depuis 2011. Il s'agit d'une dislocation qui est d'une part orchestrée, et d'autre part le résultat inévitable de régimes de gouvernance profondément défaillants. Le gouvernement français a armé le Conseil national de transition de Libye à la suite de l'assassinat de Mouammar Kadhafi, dans lequel la France a joué un rôle décisif. La recrudescence du militantisme armé et des attaques terroristes qui s'en sont suivies ont affaibli une situation sécuritaire déjà précaire, notamment au Burkina Faso, au Niger et au Mali. En outre, une intervention multilatérale complexe a créé des structures de gouvernance qui se chevauchent. En fait, depuis que le Sahel est devenu un front dans la guerre contre le terrorisme, on a assisté à une prolifération d'initiatives sécuritaires aux objectifs politiques différents, et parfois antagonistes ; ces initiatives ont inévitablement créé les conditions d'une insécurité accrue.

L'intervention militaire juxtapose de ce fait une gouvernance sécuritaire avec les logiques de la gouvernance « normale » ; elle crée ainsi des zones de non-droit, justifie la marginalisation de communautés entières tout en stigmatisant leurs modes de vie. Par ailleurs, la sécurité des intervenants eux-mêmes devient le point de départ de toute réflexion sur la problématique de la sécurité au Sahel dont la spécificité disparaît ainsi dans le langage de la lutte anti-terroriste. Il est en effet inquiétant de voir que la quasi-totalité des États, bailleurs et partenaires sont devenus des « acteurs de la sécurité » au Sahel.

On ne saurait trop insister sur la dimension géopolitique du dilemme malien. Comme le note Oumar Ba à juste titre dans sa contribution, « un diagnostic sérieux du malaise sociopolitique malien ne saurait être complet s'il ne prend pas en considération les acteurs internationaux ; s'ils n'ont pas aggravé une situation déjà instable, ils ne l'ont pas non plus améliorée ». Kodjo Tchioffo de son côté montre à quel point les relations du Mali avec ses partenaires inter-

nationaux sont extrêmement tendues. Selon lui, une configuration coloniale résiduelle et une dépendance structurelle ont effectivement faussé le processus de sélection des dirigeants politiques au fil du temps. Il démontre avec des exemples à l'appui que la relation du Mali avec ses partenaires extérieurs est une relation profondément inégale et problématique qui a conduit à « un alignement pervers [des dirigeants maliens] sur les intérêts étrangers au détriment du bien commun ». L'avènement de la démocratie et sa pratique même s'inscrivent dans une telle logique. L'élite politique accomplit des formalités électorales pour apaiser les pressions extérieures, tout en négligeant les questions fondamentales pour lesquelles elle est mandatée pour gouverner.

La démocratie, quelle démocratie ?

Depuis 2012, les maliens, et le Mali en général sont plongés dans une situation radicalement précaire. La gouvernance a été réduite à une série de stratégies improvisées qui visent à minimiser les perturbations et à atténuer l'instabilité. Elle est basée sur un pilotage à vue sans perspective et sur la distribution de rentes et de récompenses aux effets pervers. Depuis le retour à un régime civil dans les années 1990, chaque gouvernement malien a servi à **démontrer le fait que la légitimité** de ses dirigeants est purement formelle et basée sur un ordre constitutionnel fragile.

A l'instar de ses pairs de l'Afrique de l'Ouest, Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) n'a pas su répondre à l'impératif d'une gouvernance éthique susceptible d'atténuer les effets désastreux de plusieurs décennies de politiques d'ajustement structurel néfastes. **Ce que Madina Thiam appelle « une politique gouvernementale ... de prévarication et de négligence »** est devenue la marque de fabrique de la gouvernance dans le Mali postcolonial. Deux conséquences de cette politique de négligence sont apparentes dans la structuration complexe de la violence qui s'est propagée au centre du Mali ces dernières années. Premièrement, la Katiba Macina et d'autres groupes armés ont occupé le vide créé par un État absent, comme le montre minutieu-

sement Amadou Diallo dans son article. Yida Seydou Diallo de son côté examine comment la Katiba a étendu ses tentacules dans le delta intérieur du Niger. En plus d'administrer la justice et d'imposer une nouvelle étiquette sociale, la Katiba prélève les impôts, organise le commerce et l'agriculture et réglemente l'accès aux pâturages. Deuxièmement, l'approche tout sécuritaire du problème de la gouvernance en général a servi de justification à des campagnes meurtrières dirigées contre des communautés spécifiques, l'État cherchant à renforcer la présence de l'armée nationale, les forces armées maliennes (FAMA) à travers la création ou le soutien de milices armées. Dans le centre du Mali, la négligence de l'État et l'appauvrissement des populations alimentent des niveaux de violence sans précédent entre communautés voisines. En fait, comme Bréma Ely Dicko et Modibo Galy Cissé le suggèrent dans leurs textes, la violence intercommunautaire est tolérée, voire fomentée, par les dirigeants politiques. Cissé explique que le ressentiment accumulé contre Bamako, les FAMA et les élites locales (Diowro) a non seulement créé les conditions d'un conflit violent dans le *bourgou*, mais a également semé les graines d'une crise majeure qui conduira finalement à la chute du gouvernement de IBK.

En relation avec ce qui précède, Rahmane Idrissa note dans son analyse la nature de plus en plus controversée de la pratique démocratique en Afrique francophone. L'importance des enjeux liés au succès électoral, l'inévitabilité des conflits, le durcissement des identités dans la quête du pouvoir et l'érosion du consensus ont fini par produire un mélange toxique.

L'Afrique francophone est la région la plus pauvre du monde et la violence croissante qui caractérise la politique malienne est directement liée à sa condition postcoloniale. C'est une condition créée par la dépendance structurelle et la stagnation économique. Dans l'ensemble, les gouvernements maliens qui se sont succédé n'ont pas réussi à élaborer une politique économique cohérente et autonome qui permette d'exploiter les énormes ressources du pays afin de répondre aux besoins fondamentaux de la population en demande nutritionnelle, sanitaire et infrastructurelle. Comme partout ailleurs en Afrique francophone, le Mali ne maîtrise pas son économie et n'a donc pas les moyens de répondre à ces besoins essentiels. Les problèmes structurels à surmonter sont énormes et la crise politique récente n'est qu'une concrétisation de problèmes fondamentaux trop longtemps ignorés ; des problèmes qu'un énième gouvernement de transition ne pourra certainement pas résoudre.

Par conséquent, l'idée selon laquelle le choix des maliens serait entre la démocratie ou le régime militaire est au mieux réductrice. Le mouvement de protestations populaires et de désobéissance civile qui a culminé avec le coup d'État d'août 2020 doit être compris comme une étape dans la quête d'une démocratie véritable. C'est une aspiration qui se fait d'autant plus pressante qu'elle émerge à la suite de scrutins électoraux successifs qui ont tous été certifiés « libres et régulières » par les observateurs électoraux nationaux, régionaux et internationaux. Sur ce point, Ousmane A. Diallo attire l'attention sur la conception fondamentalement problématique du processus de démocratisation du Mali au cours des dernières décennies car son dynamisme se mesure à la possibilité d'organiser régulièrement des élections destinées à entériner la légitimité des élus par la « communauté internationale », alors même que le fossé entre ce processus et les demandes du peuple malien en matière de biens publics s'est fortement accru.

Après la crise, les militaires

Au Mali, les partis au pouvoir et de l'opposition partagent la même culture et les mêmes aspirations ; ils opèrent dans le même « habitus », comme le fait remarquer Rahmane Idrissa avec perspicacité. Ils peuvent être en désaccord sur les règles du jeu, mais comme l'expliquent Bréma Ely Dicko et Kawélé Togola, ils sont unis dans leur approche implacablement opportuniste et extractive de la pratique démocratique.

Le Mali est en transition depuis 2012 ; ses dirigeants ont pourtant agi comme si le pays n'était pas au bord de l'effondrement. Huit années ont donc été gaspillées. Dans les appels au retour à un « ordre constitutionnel » avec la même classe politique, et la hâte d'organiser de nouvelles élections au nom de la restauration de la « stabilité », nombreux sont les maliens qui voient la recette parfaite d'un nouveau désastre.

Il n'est donc pas étonnant que l'armée est l'institution dans laquelle les maliens ont le plus confiance, comme le montre le sondage de *Afrobaromètre* réalisé en mars-avril 2020¹. Les coups d'État restent cependant un moment de réflexion précaire. Dans le cas qui nous occupe, la précarité de la réflexion met en cause à la fois une difficulté à saisir une logique erronée basée sur des arrangements politiques passés, et un manque de vision pour un modèle de gouvernance adapté.

Si nombreux sont les maliens qui en sont venus à considérer l'armée comme un « régulateur » des impasses politiques, ils s'attendent également à ce que la période de transition qu'elle inaugure soit l'occasion d'explo-

rer des réformes de fond, comme le notent d'ailleurs Siba Grovogui et Kawélé Togola. Cependant, l'élan qui a d'une part poussé les militaires à agir pour sortir de l'impasse politique a été vite comprimé, puis déformé. D'autre part, au moment où les termes de la transition sont négociés à huis clos, des personnages familiers promettant un avenir différent alors qu'un jeu des chaises musicales est mis en branle, les racines du mal risquent à nouveau de ne pas être extirpées à mesure que l'écoute des préoccupations initiales des gens s'estompent.

Les « consultations nationales » initiées par la junte ont achoppé sur les termes de la transition. La proposition des militaires de réécrire la Constitution n'est pas sans fondement. Cependant, l'équipe d'« experts » (juridiques et militaires) qu'ils ont mobilisée n'est ni suffisamment outillée ni dotée d'une vision adéquate pour repenser une Constitution adaptée à la condition postcoloniale du Mali.

Un problème de gouvernance ?

De l'avis de Madina Thiam, l'incendie qui a ravagé les archives de Kayes, en pleine crise, constitue un symbole puissant de l'état de déliquescence des institutions du Mali indépendant. Ces archives contenaient une partie importante de la riche histoire d'une ville cosmopolite qui se trouve au carrefour de l'expansion coloniale de l'Atlantique vers l'arrière-pays. A l'instar du saccage de la bibliothèque d'Ahmed Baba à Tombouctou quelques années auparavant, l'incendie de Kayes a anéanti des ressources culturelles et historiques vitales. Pour autant, les questions mémorielle et cognitive ne peuvent être dissociées de la pratique démocratique. Les archives ne sont pas non plus séparables de la pratique de la démocratie et de la souveraineté, car les catégories d'analyse auxquelles elles donnent accès permettent de comprendre les dilemmes et les complexités qui tissent la trame de l'histoire des différentes communautés de la région.

Comme le montre bien Oumar Ba dans son article, la crise au Mali est un enchevêtrement complexe. Si l'instabilité et la violence chroniques ne peuvent être réduites à un problème de gouvernance, leur régularité suscite sans cesse une demande publique pour retour à un modèle éthique de gouvernement. Rahmane Idrissa et Aly Tounkara suggèrent de ce fait une approche à la fois historique et régionale de la condition malienne, c'est à dire d'appréhender ces crises politiques dans le contexte plus large d'un processus épineux de construction de l'État et de démocratisation dans l'Afrique postcoloniale. Le Mali est le lieu de contestation de diverses cultures, de divers modes de vie et de diverses conceptions de l'appartenance.

Dans ce contexte tendu, la CEDEAO a été perçue comme un arbitre d'un processus politique et social plutôt délicat. Cependant, contrairement aux attentes de la majorité des populations ouest-africaines, la CEDEAO a adopté une approche conservatrice, conformiste et élitiste de la démocratisation. En fait, sa stratégie visant à augmenter la pression sur le leadership militaire par le biais de sanctions économiques a contrarié de nombreux maliens.

Y a-t-il moyen de sortir de l'impasse actuelle ? Ousmane A. Diallo suggère l'organisation d'assises de la gouvernance, mais quelle forme ces délibérations devraient-elles prendre ? Au-delà des protestations qui ont visé le processus électoral, la manipulation des élections législatives de mars/avril 2020 et la légitimité de la Cour constitutionnelle, les maliens ont cherché à approfondir les possibilités de la démocratie, à exiger plus de démocratie et mieux de démocratie. Seule une démocratie véritable aménagerait l'espace nécessaire afin de repenser le cadre des droits civils dans un nouvel ordre constitutionnel. Pour Siba Grovogui, un ordre constitutionnel réformé devra refléter les aspirations réelles d'une société qui a rarement eu la possibilité de se tracer une voie autonome depuis son indépendance officielle en 1960.

Note

1. Les résultats d'une enquête Afrobarometer de mars-avril 2020 montrent que plus de huit citoyens sur 10 ont déclaré qu'ils faisaient au moins « partiellement confiance » envers l'armée, « beaucoup confiance » envers les forces de défense dont 69% à Gao et 64 à Mopti. En revanche, le Président jouissait de la confiance de moins de la moitié (47%) des Maliens, En fait, le soutien au président a été à son plus bas niveau (38%) au cours des dix dernières années ; tandis que moins encore exprimaient leur confiance envers l'Assemblée Nationale (37%) (Figure 9). Les résultats suggèrent également qu'une majorité de Maliens ne comptent pas sur les partis politiques pour conduire le pays dans la bonne direction, car seules des minorités ont déclaré faire même « juste un peu » confiance envers la coalition au pouvoir (38%) et les partis d'opposition (36%). Voir Afrobarometer Dispatch No. 386, 'AD386 : Les Maliens, autant désireux de changement que demandeurs de démocratie', <http://www.afrobarometer.org/publications/ad386-maliens-though-eager-change-failing-state-and-economy-still-demand-democracy>.

Amy Niang

Professeure associée en Relations internationales
Université Mohammed VI Polytechnique,
Rabat, Maroc